



Joël MOTTIER
Président de la Fédération
Assurance CFE-CGC

RETRAITE LA CFE-CGC EST-ELLE TOUJOURS RÉFORMISTE ?

★ LES SUJETS DE DÉSACCORDS :

- La CFE-CGC ne peut accepter l'organisation de la **confiscation ou du détournement des réserves financières appartenant aux salariés du privé** (près de 140 Md€ avec celles des professions indépendantes).
- La CFE-CGC ne comprend pas que **le gouvernement ait choisi de limiter les cotisations sur les régimes complémentaires de retraite aux salaires inférieurs à 120 000 euros/an** (eq. 3 «Plafonds Sécurité Sociale»), privant ainsi de 2,8 milliards d'euros annuel *l'alimentation du futur «régime universel». Ce point marque une volonté farouche de diminuer la contribution aux régimes par répartition. Pourquoi empêcher les cadres dirigeants, traders ou footballeurs professionnels de participer à ce financement ?
- La **CFE-CGC refuse l'idée que, demain, l'évolution des pensions de retraites soit gérée par le gouvernement**. Les représentants des syndicats et du patronat ont pourtant depuis 70 ans fait preuve de responsabilité et d'exemplarité, même quand il fallait prendre des mesures difficiles. **Il nous est proposé, à l'avenir, une parodie de gestion paritaire sans aucun pouvoir réel de décision, pour mieux nous évincer**. Un paritarisme de figuration !
- La **CFE-CGC trouve irresponsable de réformer tous nos régimes sans étude d'impact, alors même que la Loi l'oblige**. Comment, de plus, réformer nos régimes et repousser à plusieurs mois l'étude de leur équilibre financier ? Quand on achète une maison on n'attend pas l'année suivante pour la financer...



Je pourrais, à souhait, lister les autres très nombreux points de désaccords qui motivent notre opposition à ce projet...

N'étant écoutés sur rien, comment voulez-vous que la CFE-CGC s'inscrive dans une démarche, où ses propositions sont systématiquement écartées ?

Les derniers événements découverts dans le texte d'Edouard Philippe nous confortent aussi sur la thèse que tout était ficelé d'avance.

Enfin, **nous inventer une stratégie de communication avec des partenaires choisis, basée sur le retrait de l'âge pivot comme une grande victoire syndicale, est une supercherie dont personne ne doit être dupe.**

Ce sujet est d'une complexité rare, il est très difficile en deux mots de résumer une position.

Le fait que la CFE-CGC appelle à manifester n'est pas fréquent et interpelle bon nombre de nos concitoyens et certains de nos adhérents qui sont surpris de nous voir manifester en même temps que FO ou la CGT... avec un prisme médiatique qui focalise le sujet sur les régimes spéciaux et occulte les sujets évoqués par la CFE-CGC sur les autres régimes qui concernent l'immense majorité des Français.

Rappelons que tous les syndicats continuent à manifester, hormis ceux qui acceptent le principe d'abandon de l'âge pivot, ce qui équivaut pour ces derniers à échanger « un cheval contre une alouette ! ».

* Chiffres Agirc-Arrco, population concernée 200 000 salariés. C'est la fourchette basse, certaines estimations allant jusqu'à 4,6 Md€.

ALORS, SOMMES-NOUS ENCORE RÉFORMISTES ?

Une différence notoire : la CFE-CGC a appelé à manifester, mais pas à une grève qui paralyse le pays.

Notre président François Hommeril a toujours affirmé qu'il était disposé à dialoguer avec le gouvernement, et c'est toujours d'actualité. La balle est bien dans le camp de nos gouvernants.

Rappelons que la CFE-CGC a toujours donné la preuve qu'elle avait le courage de se réformer par exemple lorsqu'elle a accepté récemment la fusion de l'AGIRC et de l'ARRCO.

Alors réformistes, oui, nous le sommes bel et bien, mais pas au prix de détruire notre édifice social et de signer un chèque en blanc à un gouvernement qui nous a déjà « roulé dans la farine » avec les ordonnances travail, l'assurance chômage où les techniciens, ingénieurs, cadres et cadres supérieurs ont été particulièrement touchés ...

La confiance ne se décrète pas, nous jugerons seulement par les actes.

C'est justement parce que nous sommes attachés à la cohésion sociale et à la solidarité intergénérationnelle, dont notre système de retraite est la pierre angulaire, que nous nous battons contre cette réforme, aussi approximative que dangereuse pour le pacte républicain. Les futures générations nous jugeront tous sur nos actes.

Progressistes, exigeants et responsables, voilà ce que nous sommes depuis 1944 ! Et ce que nous continuerons d'être encore longtemps.

Joël Mottier